

Asphyxie des lycées professionnels sur le dos des jeunes, des familles et des personnels

Le ministre de l'Éducation nationale vient d'annoncer les grands axes de sa réforme pour la voie professionnelle scolaire. Les mesures annoncées représentent de graves dangers pour l'avenir scolaire et professionnel des jeunes. La qualité des formations est menacée et les conditions d'études des élèves et de travail des enseignant-es seront inévitablement dégradées.

Le ministre se garde bien de préciser que sa prétendue revalorisation de la voie professionnelle scolaire se fera avec moins de moyens : moins d'école pour les jeunes, moins de postes d'enseignant-es et un financement en berne des établissements. Si cette réforme est mise en œuvre, ce sont au moins 6000 postes qui seront supprimés et les élèves seront spoliés de 120 heures en moyenne par an, soit l'équivalent de 3 semaines et demi de formation. Pour le SNUEP-FSU cette réforme est une suite logique toujours plus brutale de la réforme de 2009, qui reste vivement dénoncée par la profession et toujours combattue par le SNUEP-FSU.



Une réforme qui se fait sur le dos des enseignant-es, des élèves et de leur famille

Les enseignements généraux subiront une baisse patente des horaires disciplinaires ce qui entravera les poursuites d'études des jeunes. L'instauration des secondes à « famille de métiers », qui pourront regrouper jusqu'à 6 Bacs Pros distincts, impliquera inéluctablement une déprofessionnalisation des formations : la spécialisation professionnelle à un métier sera réduite à 2 ans au lieu de 3 actuellement. Ce sera synonyme d'une perte avérée de savoirs et de savoir-faire pour les jeunes. C'est en contradiction totale avec les annonces médiatiques du ministre qui prétend avoir pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Quant aux supposés dispositifs de co-enseignement, de remédiation, ou d'aide à la réalisation de projets, ils ne seront financés qu'en confisquant du temps à l'ensemble des disciplines. Les fameux « harvard du pro » ne sont qu'une vitrine de cette réforme dont personne n'est dupe. Sur les 78 campus des métiers seuls 4 répondent au cahier des charges et sont réellement incarnés – les autres ne sont qu'une mise en réseau d'établissements et n'ont de « campus » que le nom. Certains d'entre eux n'offrent aucune formation préparant à un CAP ou un Bac Pro et ne bénéficient donc pas aux 700 000 jeunes scolarisé-es dans la voie pro. Le « prestige » et « l'excellence » annoncés à grands coups médiatiques ne sont qu'une opération de communication pour tenter de masquer les graves dangers des autres mesures.

Pour les CAP, le dispositif de recrutement à effectif réduit vole en éclat. Les classes seront autant chargées que celles des baccalauréats. Pire, après le mixage des parcours et le mixage des publics, le ministre invente le mixage du temps d'enseignement. Certains jeunes passeront les épreuves après 1 an de formation, d'autres après 2 ans et certain-es après 3 ans. Mais toutes et tous seront dans les mêmes classes. Ce choix est pédagogiquement intenable et surtout révélateur du manque d'intérêt et de moyens dédiés à ces jeunes qui, pour beaucoup, relèvent de la grande difficulté scolaire ou du handicap.

Pour « vendre » sa réforme aux PLP, le ministre emploie la même stratégie que lorsqu'il était le principal acteur de la réforme du bac pro 3 ans : il annonce la possibilité donnée aux PLP d'être affecté-es en BTS. Le SNUEP-FSU acte positivement cette annonce mais reste lucide. Très peu de PLP seront concernés et la grande majorité des collègues continuera à enseigner au niveau V et IV en voyant leurs conditions de travail se dégrader.

Le SNUEP-FSU dénonce l'ensemble de ce projet qui, ce n'est pas un hasard, est présenté au moment où la profession est fortement mobilisée par les examens. Ces mesures sont inacceptables et entraveront l'avenir scolaire et professionnel des jeunes. Elles laissent aussi apparaître la volonté manifeste de s'attaquer au statut des PLP pour leur en demander toujours plus. Le SNUEP-FSU informera massivement les personnels et s'engage à créer les conditions de mobilisation pour une autre réforme respectueuse de l'engagement au quotidien des PLP.

Notre métier, leur avenir

Un syndicat pour faire corps !

